



**PRÉFET
DE VAUCLUSE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale de
la protection des populations**

Service Prévention des Risques Techniques

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DE MESURES D'URGENCE

**à l'encontre de la société ROUSSELOT
pour son installation située sur la commune de l'Isle sur la Sorgue (84 800)**

**LE PRÉFET DE VAUCLUSE
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

- VU** le Code de l'environnement en particulier ses articles L.110-1, L.511-1, L.512-20, L.514-8 et R.512-69 ;
- VU** le Code des relations entre le public et l'administration ;
- VU** le décret du 14 février 2024 publié au Journal officiel du 15 février 2024, portant nomination de M. Thierry SUQUET, en qualité de préfet de Vaucluse ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 22 avril 2009 modifié, autorisant la société ROUSSELOT ISLE-SUR-LA SORGUE SAS à exploiter l'ensemble des activités de l'établissement spécialisé dans la fabrication de gélatine à l'Isle-sur-la-Sorgue ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 08 décembre 2025 donnant délégation de signature à Madame Sabine ROUSSELY, secrétaire générale de la préfecture de Vaucluse ;
- VU** les courriels de la société ROUSSELOT adressés à l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) les 06, 10 et 19 février 2026 ;
- VU** le rapport de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement en date du 26 février 2026, établi suite à la visite d'inspection du 16 février 2026 ;

CONSIDÉRANT les fuites observées à la jonction de deux ouvrages nommés dégazeur et bassin biologique n°3 de la station d'épuration des effluents industriels exploitée par la société ROUSSELOT à l'Isle-sur-la-Sorgue ;

CONSIDÉRANT le dispositif de collecte de ces fuites, mis en œuvre par l'exploitant ;

CONSIDÉRANT que l'affouillement réalisé au pied du dégazeur a mis en évidence la montée d'une eau dont la concentration en chlorures est caractéristique de l'effluent industriel traité sur la STEP, malgré le dispositif précité ;

CONSIDÉRANT donc, qu'il ne peut être exclu l'existence de fuites non collectées par le dispositif mis en place, en particulier sous le radier des ouvrages ;

CONSIDÉRANT que le traitement de l'effluent situé au niveau du dégazeur et du bassin biologique n°3 n'est pas finalisé (boues non décantées) ;

CONSIDÉRANT l'impact potentiel de l'effluent industriel sur l'environnement, en particulier les sols et les eaux souterraines ;

CONSIDÉRANT que le délai pour réunir le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST) afin de recueillir l'avis de ses membres et celui de l'exploitant dans le cadre du contradictoire, concernant le présent arrêté n'est pas compatible avec l'urgence de sécuriser le site et de commencer le travail de recherche des milieux potentiellement contaminés ;

CONSIDÉRANT en conséquence qu'il y a lieu, conformément à l'article L.512-20 du Code de l'environnement, de prescrire des mesures d'urgence en vue de protéger les intérêts visés à l'article L.511-1 du même Code ;

SUR proposition de Monsieur le directeur départemental de la protection des populations ;

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} : Respect des prescriptions

La société ROUSSELOT ISLE SUR LA SORGUE SAS, exploitant un établissement spécialisé dans la production de gélatines, implanté chemin Moulin Premier sur la commune de l'Isle-sur-la-Sorgue (84 800) est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté. Ces dispositions sont prises dans les délais prévus dans cet arrêté et sans préjudice des dispositions des arrêtés préfectoraux antérieurs.

ARTICLE 2 : Télédéclaration et rapport d'accident

L'exploitant procède à la télédéclaration mentionnée au dernier alinéa de l'article R.512-69 du Code de l'environnement **dès la notification du présent arrêté.**

Un rapport d'accident est transmis à Monsieur le préfet de Vaucluse et à l'inspection des installations classées dans un **délai de 15 jours** à compter de la notification du présent arrêté.

Il comporte, notamment :

- les circonstances et la chronologie de l'événement ;

- les substances en cause, en apportant des éléments chiffrés sur les quantités impliquées ;
- l'analyse des causes et des conséquences de l'accident, les effets sur les personnes et l'environnement ;
- les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident similaire et pour pallier les effets sur l'environnement et la santé des populations à moyen ou à long terme.

Le rapport d'accident doit être complété et mis à jour au fur et à mesure des investigations sur le sinistre.

En particulier, l'exploitant mettra à jour le rapport avec l'analyse détaillée et exhaustive des dysfonctionnements (matériels et/ou humains) et des causes profondes (notamment organisationnelles) ayant conduit à cet événement en veillant à exposer les arguments ayant conduit à écarter les hypothèses non retenues. Le rapport précise si ces dysfonctionnements et causes sont avérés ou supposés.

L'exploitant transmet ces éléments complémentaires dans un **délai d'1 mois** à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 3 : État des lieux et plan d'actions

Dès la notification du présent arrêté, l'exploitant transmet un état récapitulatif des travaux de remédiation déjà engagés avant la date du présent arrêté.

L'exploitant transmet à Monsieur le préfet de Vaucluse et à l'inspection des installations classées dans un **délai de 3 mois** à compter de la notification du présent arrêté :

- un rapport établi par un organisme compétent présentant l'état des lieux des désordres du dégazeur et/ou du bassin biologique n°3, incluant la description de la nature des désordres et leur degré de criticité. Cet état des lieux est revu en tant que de besoin et toute actualisation est transmise sans délai à Monsieur le préfet de Vaucluse et à l'inspection des installations classées ;
- le détail du plan d'actions de remédiation incluant les travaux de remise en état du dégazeur et/ou du bassin biologique n°3.

ARTICLE 4 : Évaluation de l'impact environnemental

➤ Prise en charge de l'ensemble des dépenses engagées

Conformément aux dispositions de l'article L.514-8 du Code de l'environnement, les dépenses correspondant à l'exécution des analyses, expertises ou contrôles nécessaires pour l'application de l'article 4 sont à la charge de l'exploitant.

➤ Élaboration d'un plan de prélèvements

La société ROUSSELOT élabore et transmet à Monsieur le préfet de Vaucluse et à l'inspection des installations classées un plan de prélèvements en vue d'évaluer l'impact environnemental et sanitaire des désordres observés sur le dégazeur et/ou du bassin biologique n°3, selon les modalités décrites ci-après, dans un **délai de 15 jours** à compter de la notification du présent arrêté.

Ce plan de prélèvements comporte :

- a) Un état des lieux concernant le terme source du sinistre : localisation exacte, nature et quantité de produits et matières dangereuses concernés / impactés par l'accident ;
- b) Un inventaire des cibles potentielles exposées aux conséquences de l'accident ainsi que les voies de transfert et d'exposition spécifiques à la situation (schéma conceptuel) ;
- c) Une proposition de plan de prélèvements dans les matrices identifiées comme étant pertinentes au regard des points précédents. Ce plan prévoit également des prélèvements dans une zone estimée non impactée par le sinistre (zone témoin) ;
- d) La justification des paramètres à analyser au regard des substances mises en jeu lors de l'accident.

➤ **Mise en œuvre du plan de prélèvements**

Le plan de prélèvements est mis en œuvre après consultation de l'inspection des installations classées, au plus tard dans un **délai d'1 mois** à compter de la notification du présent arrêté.

➤ **Résultats et interprétation de la surveillance environnementale**

Les résultats des prélèvements sont commentés et comparés aux valeurs de référence disponibles visant à identifier une éventuelle contamination de l'environnement par les produits et matières dangereuses diffusés. Les résultats d'analyses sont interprétés selon la démarche d'interprétation de l'état des milieux (IEM).

Les résultats et leur interprétation tels que décrits, ci-dessus, sont formalisés dans un rapport et transmis à l'inspection des installations classées au fur et à mesure de leur réception.

Au regard des conclusions de l'IEM, en cas d'impact révélé par les mesures réalisées, l'exploitant élabore un plan de gestion des actions à engager en vue de supprimer les impacts environnementaux, et le cas échéant sanitaires.

Ce plan de gestion est mis en œuvre dans les meilleurs délais après consultation de l'inspection des installations classées .

ARTICLE 5 : Voies et délais de recours

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction conformément aux dispositions des articles L. 171-11, L. 181-17, L. 514-6 et R. 181-51 du Code de l'environnement

Un recours peut être formé auprès du tribunal administratif de Nîmes - 16 avenue Feuchères - CS 88 010 - 30 941 NÎMES cedex 09 :

- Par les tiers intéressés dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage du présent arrêté ;

- Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Le présent arrêté préfectoral peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais sus-mentionnés.

ARTICLE 6 : Publicité

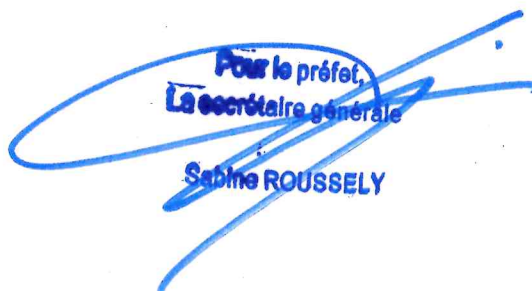
En vue de l'information des tiers :

- Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de la commune d'implantation du projet et peut y être consultée ;
- Un extrait du présent arrêté est affiché à la mairie de la commune d'implantation du projet pendant une durée minimum d'un mois. *Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;*
- Le présent arrêté est publié sur le site internet de l'État en Vaucluse pendant une durée minimale de quatre mois ;

ARTICLE 7 : Exécution

La secrétaire générale de la préfecture, le maire de l'Isle sur la Sorgue, le directeur départemental de la protection des populations, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement PACA, le directeur départemental des territoires, le délégué départemental de Vaucluse de l'agence régionale de santé PACA, le directeur départemental des services d'incendie et de secours, le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Vaucluse, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à l'exploitant.

Avignon, le


Pour le préfet,
La secrétaire générale
Sabine ROUSSELY

Le Président de la République
M. R. ROUSSELY